

Aide officielle au développement

répondants estiment que les questions économiques constituent la grande priorité du gouvernement, alors que seulement 22 p. 100 croient que ce dernier se préoccupe de la faim et de la pauvreté et que 19 p. 100 pensent qu'il veut en premier lieu réduire la menace de guerre. Les priorités de la population ne correspondent pas à celles du gouvernement.

Je ferai remarquer, en terminant, qu'il n'est pas honorable pour le Canada de se classer 11^e parmi les 21 pays de l'OCDE. D'autres pays comme le Danemark, la France, les Pays-Bas et la Norvège ont tous atteint ou dépassé l'objectif de 0.7 p. 100. Ce sont des pays qui prennent grand soin de leur population. Le Canada ne peut pas se contenter d'aider si peu les 800 millions d'êtres humains qui, chaque soir vont au lit le ventre creux, à la condition qu'ils aient un lit. J'exhorte tous les députés à soutenir cet objectif que la majorité des Canadiens approuvent. Il faudrait exhorter le gouvernement à présenter un projet de loi établissant à 0.7 p. 100 de notre PNB notre aide au développement afin que ce soit prévu dans la loi au lieu d'être laissé à la discrétion des dirigeants.

• (1810)

[Français]

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je participe à cette discussion cet après-midi et, contrairement à mon honorable préopinant, je ne suis pas d'accord pour dire que notre parti ou que notre gouvernement est un gouvernement de «suiveux» ou de «followers» comme il dit. Il y a deux semaines, il était à New York quand la ministre a annoncé des mesures importantes dans le cadre du programme *Afrique 2000*, et non seulement nous ne sommes pas un gouvernement de «followers», mais nous avons démontré que notre gouvernement était un chef de file.

Il est vrai, monsieur le Président, et l'argumentation majeure de mon honorable collègue du «Nouveau parti démagogique» était qu'on avait promis de remplir cette obligation, qu'il y avait unanimité des trois partis de la Chambre et les sondages, *Decima Research*, d'ailleurs avaient démontré que les Canadiens étaient prêts à faire leur part et acceptaient que le gouvernement fasse sa part dans le développement international et dans l'aide internationale. Cela est absolument vrai, mais il faut dire que si on avait promis cela aussi, on avait aussi promis d'avoir une saine gestion.

Monsieur le Président, s'il y avait unanimité à la Chambre, il y avait aussi unanimité chez les Canadiens en 1984—ou quasi-unanimité chez les Canadiens—pour dire que ça nous prenait un gouvernement responsable, un gouvernement juste et un gouvernement qui assume ses responsabilités.

Troisièmement, monsieur le Président, les sondages l'ont effectivement démontré, et j'en suis heureux, parce que nous avons affaire à un sondage qui a été effectué après la crise de l'Éthiopie et qui démontre que les Canadiens ont approuvé le geste du gouvernement, et non seulement le geste du gouvernement a été approuvé, mais le gouvernement a été obligé de suivre dans beaucoup d'initiatives que les Canadiens ont avancées. Et c'est ainsi qu'avec moins d'argent on peut quand même faire plus. Il parlera lorsque son temps de parole sera arrivé, lui!

M. Benjamin: Vous ne pourrez pas vous en sortir aussi facilement.

M. Hudon: Il y en a l'autre bord de la Chambre qui jappent.

Monsieur le Président, il demeure qu'il faut quand même conduire le pays avec toute la justesse et à toute l'économie possible que la démocratie nous enseigne.

Monsieur le Président, notre engagement demeure mais tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas le budget nécessaire, tant qu'on n'aura pas une échéance et tant que cela ne correspondra pas aux énoncés budgétaires auxquels nous nous sommes engagés, je ne peux absolument pas voter en faveur de cette proposition pour le moment.

Notre engagement demeure et nous allons le remplir et faire en sorte que les Canadiens—d'ailleurs ils l'ont démontré à l'occasion de la famine en Éthiopie—nous entraînent et qu'on les entraîne également dans un mouvement positif en faveur d'une aide accrue pour les pays.

On a deux options devant nous. On avait promis au point de vue économique de rétablir la confiance des gens face à notre système, monsieur le Président; ou bien on continue comme cela, ou bien on demande aux Canadiens de se serrer la ceinture. Évidemment, je vais argumenter sur la deuxième option qui disait qu'on va demander aux Canadiens de se serrer la ceinture, puisqu'on a choisi la deuxième option.

Si on avait choisi la première option, monsieur le Président, qu'est-ce qui se serait passé dans les faits dans quelques années? Quand vous étudiez le Budget du Canada, vous remarquez au cours des dernières années une augmentation draconienne des dépenses publiques, une augmentation rapide du déficit budgétaire, et cela a eu comme conséquence immédiate des augmentations des taux d'intérêt et des augmentations du taux d'inflation. Monsieur le Président, si on continue à ce rythme-là, il est facile de demander aux Canadiens: L'année prochaine, ce n'est pas grave, ne vous énervez pas, le déficit va être de 60 milliards, l'année d'après, de 90 milliards. C'est facile de conduire un pays comme cela. Mais qu'est-ce qui se passe, et pourquoi notre pays justement peut-il s'enrichir ou peut-il s'appauvrir? C'est strictement une question de confiance. La monnaie canadienne, l'économie canadienne, c'est exactement comme n'importe quel marché où il y a un système d'offre et de demande.

Quand des étrangers veulent investir chez nous, qu'est-ce qu'ils se posent comme première question? Est-ce que c'est un pays qui est sérieux? Est-ce que c'est un pays qui contrôle son économie? S'ils ne répondent pas oui à ces deux questions-là, ils s'en vont ailleurs. Ils veulent avoir un rendement sur leur investissement. C'est la raison pour laquelle, monsieur le Président, certains pays à l'heure actuelle sont absolument fermés aux investissements étrangers parce que les gens ont perdu toute confiance dans l'économie, dans l'administration ou dans la politique de ces pays-là. Donc, on aurait pu prendre la première méthode et dire: On avance dans les dépenses et on fonce. Cela aurait voulu dire qu'on aurait pris plus d'argent de nos revenus et qu'on l'aurait consacré au service de la dette. Mais, monsieur le Président, plus je fais cela, plus le service de la dette devient énorme, plus je dois taxer les Canadiens. Nous avons choisi, nous autres, la deuxième méthode.